

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition d'un système Cryomagnétique avec
réfrigérateur He4 sans Hélium liquide
pour le C2N UPSaclay**

N° de consultation : 2025-A120

Université Paris-Saclay
Bâtiment Breguet
3, Rue Joliot Curie
91190 Gif-sur-Yvette

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Acquisition d'un système Cryomagnétique avec réfrigérateur He4 sans Hélium liquide pour le C2N UPSaclay
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	5
5.2 - Délai d'exécution	5
5.3 - Délais d'exécution des tranches.....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches.....	7
7 - Garanties Financières.....	7
8 - Avance.....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement	7
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11 - Développement durable.....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1 - Vérifications	10
12.2 - Décision après vérification	10
13 - Garantie des prestations.....	10
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
15 - Pénalités	11
15.1 - Pénalités de retard	11
15.2 - Pénalités d'indisponibilité pendant la garantie	11
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé	11
16 - Assurances.....	11
17 - Clause de réexamen	12
18 - Résiliation du contrat.....	12
18.1 - Conditions de résiliation	12
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
19 - Règlement des litiges et langues	13
20 - Clauses complémentaires	13
20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	13
21 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Acquisition d'un système Cryomagnétique avec réfrigérateur He4 sans Hélium liquide pour le C2N UPSaclay

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un réfrigérateur à He4 cryofree, garantissant une température inférieure ou égale à 1.5 K et permettant un échange rapide des échantillons, avec une bobine supraconductrice de champ magnétique supérieur ou égal à 8 T, pour le Centre de Nanosciences et de Nanotechnologies (C2N - CNRS UMR 9001). Il sera important que les échantillons à mesurer puissent être cyclés en température et être amené au champ magnétique maximal en un minimum de temps.

Lieu(x) d'exécution :

C2N

10, Bd Thomas Gobert,

91120 Palaiseau

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 4 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Fourniture, livraison, installation et mise en service d'un système cryomagnétique cryofree (8 T / 1.5 K) et formation Le cryostat à tube pulsé (Pulse Tube) et son compresseur. L'aimant supraconducteur 8 T avec son alimentation bipolaire. Le VTI (Variable Temperature Insert) avec canne de mesure 24 lignes DC. L'électronique de contrôle de base (température et champ). Le système de gestion des gaz (pompes, vannes). La formation initiale et la documentation technique
TO001	Unité de contrôle avancée et automatisation Fourniture d'une unité de contrôle dédiée à l'automatisation des mesures. Serveur/PC de contrôle avec environnement logiciel ouvert (Python, LabVIEW). Capacité de pilotage d'instruments de mesure tiers (ex: Lock-in, sourcemètres). Interface de programmation (API) complète.
TO002	Connectivité distante et mise à jour Fourniture d'un module de contrôle à distance et support logiciel étendu. Accès TCP/IP sécurisé pour pilotage et monitoring à distance. Engagement sur les mises à jour logicielles gratuites durant la période de garantie.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de mémoire technique (CMT) du titulaire du marché
- Les bons de commandes (BC) correspondant aux engagements juridiques liés au marché
- Les avenants éventuels conclus postérieurement à la notification du marché

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

Le titulaire et son personnel s'engagent à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations (techniques, scientifiques, plans du bâtiment) recueillies lors de l'exécution du marché. Les données produites par le système lors des tests ou de l'utilisation future appartiennent exclusivement au C2N.

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :
cf art XII du CCTP

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chacune des parties s'engage à respecter les obligations lui incombant au titre du Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et de la loi n° 78-17 (Loi Informatique et Libertés). Le C2N agit en tant que responsable de traitement pour la gestion du marché. Le Titulaire agit en tant que responsable de traitement pour la gestion de son propre personnel. Dans l'hypothèse où le Titulaire accède à distance au système pour des opérations de maintenance, il s'engage à ne collecter aucune donnée à caractère personnel des utilisateurs du C2N. Seuls les logs de connexion strictement nécessaires à la sécurité et au diagnostic technique seront conservés pour une durée maximale de 6 mois. L'accès distant doit se faire via des protocoles sécurisés (VPN, SSH) avec une authentification forte. Le système doit permettre au C2N de savoir qui s'est connecté et quand.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 48 mois.

5.2 - Délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

La livraison, l'installation et la mise en service ainsi que la formation devront intervenir dans le délai indiqué dans l'offre du titulaire du marché (article 5 de l'AE), mais au plus tard 6 mois après la notification du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.3 - Délais d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de chaque tranche est fixé(e) comme suit :

Tranche(s)	Délai maximum	Précisions
TF	30 mois	La livraison, installation et mise en service et la formation devra intervenir dans le délai indiqué dans l'offre du titulaire, mais au plus tard 6 mois après la notification du marché. Durée de garantie de minimum 2 ans
TO001	36 mois	
TO002	36 mois	

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001 : Unité de contrôle avancée et automatisation	12 mois
TO002 : Connectivité distante et mise à jour	12 mois

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le présent marché est conclu à prix mixtes :

Un prix forfaitaire pour la fourniture, la livraison, la mise en service de l'équipement et la formation.
Des prix unitaires pour des prestations complémentaires type câblage supplémentaire à la demande ou pièces de rechange.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Précisions :

80% du montant du marché seront versés après la livraison, l'installation, la mise en service et la formation et 20% après l'admission définitive de l'équipement.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : **service.facturier@universite-paris-saclay.fr**

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91400 Orsay

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

- Code service : Aucun Code service

- Numéro d'engagement juridique : numéro(s) à 6 chiffres des bons de commandes - déterminés par le Service administratif et financier de la structure suite à notification

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

C2N
10 Boulevard Thomas Gobert
91120 Palaiseau

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions suivantes :

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Les ingénieurs/ Techniciens du service après-vente désignés en remplacement doivent être spécialisés de préférence en physique des basses températures et Spécialisation en Instrumentation et mesures faibles signaux) et se prévaloir des mêmes compétences que les ingénieurs / Techniciens qu'ils remplacent

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le Titulaire assume l'intégralité des frais de transport, d'assurance, de douane et de manutention jusqu'au lieu final d'installation au sein de l'Université Paris Saclay

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions suivantes :

Cf art V.2 du CCTP ; Le matériel sera livré à l'adresse indiquée ci-dessus.

De plus, la prestation inclut le déchargement, le déballage et la mise en place de l'équipement au RDC du bâtiment du C2N. Le Titulaire est responsable de l'enlèvement et du traitement de l'intégralité des emballages (caisses bois, palettes, plastiques, mousses) immédiatement après le déballage, conformément à la réglementation environnementale en vigueur. Le titulaire doit informer les représentants du C2N de la date exacte de livraison au moins huit (8) jours ouvrés à l'avance afin de coordonner l'accès aux locaux du laboratoire. Les livraisons s'effectuent les jours ouvrables, du lundi au vendredi, aux horaires d'ouverture du laboratoire.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Cf art V.3 du CCTP : Une formation de minimum 2 jours sur site du personnel utilisateur du matériel, incluse dans le prix de vente, sera assurée par le Titulaire dans les quinze jours maximums suivant la mise en service. La date de formation sera fixée en commun accord avec les utilisateurs du C2N. Cette formation pour 2 personnes aura pour objectif l'acquisition des connaissances relatives aux procédures élémentaires d'utilisation, de maintenance et de sécurité du matériel.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Cf critère 3.3 Engagement sociétal

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Cf critère 3.1 Efficacité énergétique du système & 3.2 Cycle de vie et Responsabilité

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Cf article VI du CCTP

Les vérifications seront effectuées par les représentants du C2N.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Le C2N organisera une vérification de la conformité réglementaire de l'équipement par un organisme habilité. Les modifications éventuellement nécessaires pour mettre l'équipement en conformité seront à la charge du titulaire.

Un procès-verbal d'admission sera prononcé après formation des personnels du C2N et à l'issue des opérations de vérification si l'équipement répond aux critères de réception.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont les suivantes :

Cf art VIII du CCTP

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

Logiciels standards (Système d'exploitation et pilotage) :

Le Titulaire concède au C2N une licence d'utilisation non exclusive, transmissible et perpétuelle pour l'ensemble des logiciels nécessaires au fonctionnement du système cryomagnétique. Cette licence doit permettre l'installation sur les postes de contrôle du laboratoire sans limitation du nombre d'utilisateurs au sein de l'unité.

2. Développements spécifiques (Tranches Optionnelles) :

Pour les développements liés à l'automatisation (Python, Labview) et à l'interopérabilité (scripts type Proteox) :

Droit d'adaptation : Le C2N doit disposer du droit de modifier, d'adapter et de compléter les scripts et codes sources fournis afin de les ajuster à l'évolution de ses protocoles de recherche.

Accès aux API : Le Titulaire s'engage à fournir une documentation complète des interfaces de programmation (API) permettant au C2N de développer ses propres bibliothèques logicielles.

3. Mises à jour :

Le Titulaire garantit la fourniture gratuite des mises à jour correctives (bugs, failles de sécurité) pendant toute la durée de la garantie. Les mises à jour évolutives (nouvelles fonctionnalités) incluses dans la Tranche Optionnelle n°2 seront fournies selon les modalités de l'offre.

4. Garantie d'éviction :

Le Titulaire garantit qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle sur les logiciels fournis ou qu'il dispose des licences nécessaires. Il garantit le C2N contre toute action en contrefaçon intentée par un tiers.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Des pénalités de retard de 100 € par jour de retard, s'appliquent, si le fournisseur dépasse le délai maximal de 6 mois ou le délai contractuel moindre tel que proposé dans son offre pour la livraison, la mise en service et la formation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalités d'indisponibilité pendant la garantie

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 150,00 € s'applique dans les conditions suivantes :

Si le titulaire ne respecte pas le délai d'intervention de 7 jours prévu à l'article VII du CCTP, une pénalité est appliquée par jour de retard au-delà du délai d'intervention à partir du moment où la panne a été notifiée par écrit (email ou ticket SAV) et jusqu'à la remise en service effective ou le prêt d'un matériel de remplacement.

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Les parties conviennent de mettre en place des modalités de réexamen et d'optimisation régulières de l'équipement, afin de s'assurer de son adéquation continue aux besoins du laboratoire C2N et d'optimiser ses performances et sa fiabilité, afin d'intégrer, le cas échéant, les évolutions technologiques pertinentes

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Clauses complémentaires

20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 21 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services